



OFATE
DFBEW



Deutsche Gesellschaft
für Auswärtige Politik
German Council on
Foreign Relations

Objectifs et acceptabilité de la transition énergétique – Un échange franco-allemand

L'acceptabilité de la transition énergétique place la politique face à de grands défis. Lors d'une manifestation de l'Institut allemand de politique étrangère (DGAP), de l'Office franco-allemand pour la transition énergétique (OFATE) et de l'Ambassade de France en Allemagne le 10 septembre 2019 à l'Ambassade de France à Berlin, des représentants des milieux politique, administratif et scientifique ont échangé avec un public d'experts franco-allemands. La députée du Bundestag Ursula Groden-Kranich, également présidente adjointe du groupe de travail franco-allemand au Bundestag, a animé la discussion.

Les intervenantes et intervenants venus d'Allemagne et de France ont plaidé pour davantage de transparence dans la diffusion de la transition énergétique et ont mis en garde contre l'exclusion de certains groupes. Marjolaine Meynier-Millefert, députée de La République en marche à l'Assemblée nationale et membre de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire, a souligné l'importance d'impliquer le plus tôt possible la population dans le thème de la transition énergétique. Selon elle, il est crucial, pour l'acceptation de cette transformation et de ses incidences sociales, économiques et territoriales, que les processus de décision soient transparents, par exemple dans le développement des énergies renouvelables. La population notamment en zone rurale ne doit pas être rendue responsable de comportements énergivores ou nocifs pour le climat, alors que dans certains endroits l'utilisation de la voiture est inévitable pour se rendre au travail, a souligné Mme Meynier-Millefert.

Concevoir la transition énergétique comme un processus de transformation à long terme

Stefan Aykut, maître de conférence en sociologie à l'Université de Hambourg, a constaté qu'en dépit de situations de départ différentes, des débats similaires avaient lieu en France et en Allemagne concernant la transition énergétique. Au lieu de se concentrer sur l'optimisation des coûts et l'acceptabilité, comme c'est encore majoritairement le cas selon lui, il faudrait mettre en avant, du point de vue de la recherche en sciences sociales, la perspective à long terme de la transition énergétique. C'est justement parce qu'il s'agit d'une transformation qui a lieu à différents niveaux, qui ne peut être menée au moyen de planifications centrales et contre laquelle une résistance peut aussi se former dans le cadre

du processus démocratique, qu'il faut miser davantage sur une vaste responsabilité sociale pour ce processus. S'agissant du conflit entre ville et campagne, M. Aykut a rappelé que la production d'énergies renouvelables se faisait dans une large mesure en zone rurale et que des opportunités économiques existaient également à cet égard.

Des mesures pour le climat qui engagent les pollueurs et une politique énergétique plus sociale

Julie Hamann, chargée de mission scientifique au programme France/relations franco-allemandes à la DGAP, a rappelé qu'il convenait de veiller à ne pas considérer les manifestations des gilets jaunes comme une opposition à la transition énergétique. Les gilets jaunes seraient également toujours plus nombreux à rejoindre la « Marche du siècle ». Ce mouvement dénote par-dessus tout une perte de confiance générale et repose sur un ressenti d'incohérence profonde face aux mesures de lutte contre le changement climatique prises par le gouvernement français. La population rurale en particulier, dépendante de l'utilisation de la voiture, ne veut pas répondre de la consommation d'énergie et payer pour elle, car elle ne se perçoit pas comme responsable du changement climatique.

Mme Hamann a soulevé l'existence en France d'un hiatus entre les objectifs ambitieux fixés par le pays et leur application insuffisante jusqu'à présent. À ce sujet, il faudrait intégrer à toutes les lois la réflexion de la décarbonisation. Cela concerne particulièrement la politique sociale et fiscale. Il est indispensable d'améliorer la transparence des mesures de politique climatique tout en prenant davantage en compte la situation de vie individuelle de la population et les revenus des ménages. Il faut étudier des dispositions exceptionnelles pour les gros pollueurs.

Gabriele Krater, cheffe du bureau Droit de l'énergie au ministère de l'Économie, de l'innovation, du numérique et de l'énergie du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, s'est prononcée en faveur d'une réflexion globale concernant la transition énergétique et du principe pollueur-payeur dans les mesures de protection du climat. Une tarification cohérente des émissions de CO₂, engageant les pollueurs, est nécessaire et il ne faudrait pas voir naître un patchwork de petites mesures de politique climatique, a déclaré Mme Krater.

L'ambassadrice de France en Allemagne, Anne-Marie Descôtes, a souligné dans son allocution de clôture la nécessité d'un cadre multilatéral avec différentes mesures pour la transition énergétique et la lutte contre le changement climatique. L'orientation de la nouvelle Commission européenne, qui place la protection de l'environnement parmi les tâches prioritaires de l'UE, est ici significative pour réduire les prix de l'énergie, mettre sur pied des technologies d'avenir et trouver de nouvelles méthodes pour le développement des énergies renouvelables. Les propositions, côté français, de la convention citoyenne pour le climat et, côté allemand, du conseil interministériel sur le climat sont importantes pour continuer à apprendre les uns des autres.